

An Assessment of Poaching and Wildlife Trafficking in the Garamba-Bili-Chinko Transboundary Landscape

Gervais Ondoua Ondoua, Eustache Beodo Moundjim, Jean Claude Mambo Marindo, Rémi Jiagho, Leonard Usongo and Liz Williamson

RÉSUMÉ EXÉCUTIF





TRAFFIC REPORT

TRAFFIC est la principale organisation nongouvernementale qui s'occupe, au plan mondial, du commerce des animaux et des plantes sauvages dans un contexte de conservation de la biodiversité et du développement durable. TRAFFIC est un programme conjoint du WWF et de l'UICN

Tout matériel paraissant dans cette publication est soumis au droit d'auteur et peut être reproduit après autorisation. La reproduction partielle ou totale de cette publication doit créditer TRAFFIC en tant que propriétaire du droit d'auteur.

Les opinions des auteurs exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles du réseau USAID, TRAFFIC ou de l'UICN

La désignation des entités géographiques dans cette publication, ainsi que la présentation de ce matériel, ne laissent en aucun cas supposer de l'expression de l'opinion de TRAFFIC ou de ses organisations de soutien, que ce soit au sujet du statut juridique d'un pays, d'un territoire, ou d'une zone, ou de ses autorités, ou encore concernant la délimitation de ses frontières.

Le symbole du copyright TRAFFIC et le droit de propriété de la marque déposée appartiennent au WWF.

ISBN: 978-1-85850-426-1

Photo de couverture:
Soldats dans le parc national de la Garamba
© Jeremy T. Lock

Citation suggérée:

Ondoua Ondoua, G., Beodo Moundjim, E., Mambo Marindo, J.C., Jiagho, R., Usongo, L. et Williamson, L. (2017). *Une évaluation du braconnage et du trafic d'espèces sauvages dans le paysage transfrontalier Garamba-Bili-Chinko*. TRAFFIC.



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



TRAFFIC
the wildlife trade monitoring network

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Une évaluation du braconnage et du trafic d'espèces sauvages dans différentes parties du sud-est de la République centrafricaine (RCA) et du nord-est de la République démocratique du Congo (RDC) a été réalisée pour le compte de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Le Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale (CARPE) de l'USAID s'efforce de mieux comprendre et de résoudre le problème du braconnage et du trafic des espèces sauvages dans le paysage Garamba-Bili-Chinko en RCA et en RDC. Ce paysage, qui comprend le complexe de la Garamba (Parc national de la Garamba et trois réserves de chasse), le complexe de Bili (réserves de Bili-Uéré et de Bomu) et la réserve de Chinko, est ci-après dénommé Garamba-Bili-Chinko ou GBC. Cette région isolée et sous-développée est habitée par des communautés agricoles et des éleveurs transhumants. Elle se caractérise par un manque d'opportunités de revenus, d'infrastructures et de services publics, une mauvaise gouvernance et une insécurité perpétuée par les activités de groupes armés étrangers, en particulier l'Armée de résistance du Seigneur (LRA).

Cette étude vise à présenter une analyse 1) des communautés locales qui vivent autour des aires protégées du paysage GBC, 2) des réseaux de trafic d'espèces sauvages actifs dans le paysage, 3) des éleveurs Mbororo dans le paysage et 4) à formuler des recommandations d'interventions à l'USAID pour réduire le braconnage et le trafic d'espèces sauvages dans le paysage.

La chasse et le braconnage ont été examinés à trois niveaux : a) la chasse légale à petite échelle par les populations locales, b) la chasse illégale à petite échelle par des individus essentiellement locaux et c) la chasse illégale à grande échelle par des intervenants armés, étatiques et non-étatiques. La dernière catégorie relève du braconnage organisé et le trafic d'espèces sauvages est souvent facilité par des autorités politiques et administratives, ainsi que par des réseaux criminels. La faune sauvage est principalement prélevée dans les aires protégées de la région, c'est-à-dire dans le complexe de la Garamba (Parc national de la Garamba et domaines de chasse d'Azande, de Gangala-na-Bodio et de Mondo-Missa), le complexe de Bili (domaine de chasse de Bili-Uéré, réserve de faune de Bomu et domaine de chasse de Bomu) et la zone de projet de Chinko.

Des informations ont été réunies, sur la base d'entretiens dans les villages et les implantations du paysage, sur les points suivants : profil démographique (âge, appartenance ethnique, sexe, religion et statut social) ; sources et niveau de revenu (profession, activités génératrices de revenu, affectation de revenu) ; accès aux infrastructures de base (eau potable, éducation, soins de santé, réseau routier et communication) ; dynamique du braconnage (acteurs impliqués, espèces ciblées, itinéraires de trafic) ; nature des relations entre les différents groupes de parties prenantes et nature des conflits.

La pauvreté économique sévit en milieu rural et les opportunités économiques y sont rares. En conséquence, les populations locales sont fortement tributaires





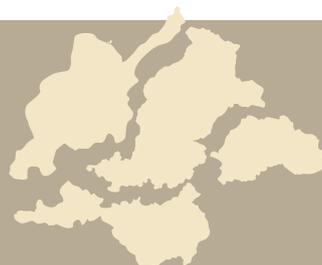
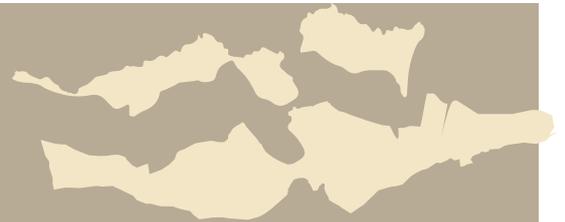
des ressources naturelles. Les informations rassemblées lors de cette étude confirment que les communautés isolées du paysage n'ont accès qu'aux infrastructures sociales les plus basiques. Les communautés Bantous gagnent leur vie grâce à (par ordre d'importance) : la petite agriculture, l'élevage, la chasse (légale et illégale), la pêche, la récolte de produits forestiers non ligneux (PFNL), l'activité minière artisanale, le petit commerce, l'emploi temporaire et l'artisanat. Cependant la chasse, légale et illégale, constitue la source de revenu la plus importante pour de nombreux habitants, sans qu'ils soient militarisés. L'étude s'est particulièrement penchée sur les Mbororo—un groupe d'éleveurs nomades Fulani—, sur les liens qu'ils entretiennent avec le trafic d'espèces sauvages et sur certains des défis que pose la transhumance. Il est indispensable de trouver rapidement un moyen de réglementer les déplacements de leurs grands troupeaux de bétail (par exemple, en identifiant formellement des couloirs de transhumance).

Il est manifeste que le braconnage organisé et le trafic d'espèces sauvages par des acteurs non-étatiques armés (groupes armés, milices et braconniers très militarisés) font peser une très grave menace sur la survie de certaines espèces parmi les plus emblématiques et les plus menacées dans la région, en particulier les éléphants et les girafes. Des agences dévouées et compétentes de conservation sont heureusement présentes sur le terrain et doivent être pleinement soutenues (financièrement, logistiquement et politiquement), afin qu'elles puissent continuer de défendre les espèces sauvages et l'écosystème du GBC contre les pressions énormes subies.



réserve de Chinko

complexe de Bili



complexe de la Garamba



Dungu River in Garamba National Park © Sandra Mbanefo Obiabo / WWF

RECOMMANDATIONS

Recommandations formulées pour réduire ou atténuer les menaces sur la vie sauvage engendrées par le braconnage et le trafic dans le paysage GBC.

USAID



Activités illégales et application des lois

Campagnes d'information du public sur les espèces et l'application des lois

Élargissement des réseaux d'alerte rapide

Enquête sur le trafic sur l'axe Rafaï-Obo

Rétablissement de l'autorité de l'État et de l'application des lois

Campagne d'action urgente sur les chimpanzés

Harmonisation de la législation sur la faune

Période d'amnistie pour le dessaisissement des armes et des munitions

Appui procédural à l'application des lois



Communautés locales et moyens de subsistance

Évaluation d'activités économiques alternatives

Appui aux activités économiques alternatives

Application du cadre de théorie du changement

Plateformes consultatives à multiples parties prenantes sur l'utilisation des ressources



Éleveurs Mbororo et transhumance

Discussion avec des experts de l'élevage transhumant

Dialogue et accord sur les éleveurs de bétail transfrontaliers

Identification et législation des couloirs de transhumance

Trousses de vaccination et produits vétérinaires pour le bétail



Collaboration transfrontalière pour la conservation

Collaboration ONG-USAID dans la zone des trois frontières

Plateformes consultatives sur le trafic avec la RCA, la RDC, le Sud-Soudan et le Soudan

Renforcement des relations diplomatiques

Collaboration transfrontalière avec le Sud-Soudan et l'Ouganda

Gouvernements régionaux et communauté de la conservation

A. Recommandations à l'USAID

Domaine thématique 1 : Activités illégales et application des lois

No.	Intervention	Principaux partenaires
1.1	Promouvoir des campagnes d'information du public, en mettant l'accent sur les espèces en danger et les autres espèces protégées, la législation, l'application des lois et la corruption. Beaucoup dans cette région ne connaissent pas suffisamment les différents niveaux de protection légale accordés à différentes espèces de faune — certaines espèces sont « intégralement protégées », d'autres seulement « partiellement protégées » et certaines pas du tout protégées. Il faut souligner ces distinctions et prendre des mesures drastiques contre la chasse des espèces en danger et des autres espèces protégées. L'USAID pourrait soutenir ces activités de campagne à travers ses partenaires gouvernementaux et les ONG partenaires.	ICCN, MEFET, ONG, USAID
1.2	Appuyer l'élargissement intentionnel des réseaux d'alerte rapide existants pour inclure le braconnage et le commerce illégal d'espèces sauvages (voir l'Appendice V).	USAID, ONG, ICCN, MEFET
1.3	Mener une enquête détaillée sur le trafic d'espèces sauvages le long de l'axe Rafai-Obo en RCA, en se concentrant sur Zemio, reconnu comme un centre régional de commerce d'espèces sauvages. Commander une recherche pour déterminer les espèces et les volumes commercialisés le long de ces itinéraires de trafic et à travers les plaques tournantes.	ONG, ICCN, MEFET, USAID
1.4	Appuyer le rétablissement de l'autorité de l'État et de l'application des lois en RCA et en RDC, par exemple en finançant les campagnes actuelles de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR).	USAID, ONG, Organisations confessionnelles

Domaine thématique 2 : Communautés locales et moyens de subsistance

No.	Intervention	Principaux partenaires
2.1	Discuter avec des experts de la viande de brousse et d'autres spécialistes des moyens de subsistance pour évaluer des activités économiques alternatives et pour déterminer les incitations adéquates pour réduire le braconnage.	USAID, ONG, ICCN, MEFET
2.2	Sur la base des résultats du point 2.1, appuyer les incitations économiques alternatives favorables à la conservation pour les communautés vivant près des aires protégées, afin de décourager la chasse illégale pour la viande de brousse et d'autres activités de braconnage et/ou de trafic.	USAID, ONG, ICCN, MEFET
2.3	Utiliser un cadre de théorie du changement et des modèles existants, tels que l'initiative Beyond Enforcement, pour améliorer la programmation sur la base de données factuelles conçue au niveau des communautés ou du paysage.	USAID, UICN, UICN SULI, ONG, ICCN, MEFET

Domaine thématique 3 : Éleveurs Mbororo et transhumance

No.	Intervention	Principaux partenaires
3.1	Discuter avec des experts de l'élevage transhumant en Afrique centrale, par exemple à travers l'Initiative mondiale pour le pastoralisme durable (WISP) de l'UICN, pour étudier les meilleurs moyens d'améliorer les relations avec les éleveurs Mbororo et de les intégrer au sein des communautés locales.	Gouvernements de la RCA et de la RDC, USAID
3.2	Rechercher un accord sur la migration transfrontalière d'éleveurs de bétail vers la RCA et la RDC. Faciliter le dialogue et les négociations avec les gouvernements du Tchad et du Sud-Soudan.	Gouvernements de la RCA et de la RDC, USAID

Domaine thématique 4 : Collaboration transfrontalière en faveur de la conservation des espèces sauvages

No.	Intervention	Principaux partenaires
4.1	Faciliter la communication des ONG et la coordination avec l'USAID dans le Sud-Soudan, ainsi que l'échange d'informations entre les organismes de conservation sur place dans la zone des trois frontières. Par exemple, appuyer l'élaboration d'un protocole d'accord entre les agences responsables des aires protégées pour faciliter l'échange d'informations et de renseignements, ainsi que la collaboration sur la sécurité transfrontalière et sur la lutte contre le trafic des espèces sauvages.	USAID
4.2	Appuyer une collaboration transfrontalière élargie par la mise en place d'une plateforme permanente de concertation sur la protection et la lutte contre le trafic des espèces sauvages, impliquant la RCA, la RDC, le Sud-Soudan et le Soudan. Cette plateforme peut réunir des administrateurs locaux de chaque pays, des gestionnaires d'aires protégées (représentants des États et de leurs partenaires), des communautés locales, des organismes chargés de l'application de la loi et la société civile.	Gouvernements de la RCA et de la RDC, ICCN, MEFET, USAID, ONG, Organisations confessionnelles, AUC-DREA
4.3	Aider au renforcement des relations diplomatiques entre les pays touchés par le braconnage organisé dans le paysage GBC (RCA, RDC, Ouganda et Sud-Soudan). Ceci pourrait améliorer la sécurité aux frontières et la conservation de la biodiversité et garantir l'intégrité et la sécurité du paysage. À cette fin, ces pays et leurs partenaires pourraient accueillir une réunion avec les bailleurs et les organisations stratégiques qui travaillent dans la région, afin d'examiner en profondeur les problèmes de sécurité et de trafic illégal d'espèces sauvages et de planifier pour assurer l'avenir du paysage.	USAID, AUC-DREA, partenaires stratégiques et bailleurs

B. Recommandations aux gouvernements dans la région et à la communauté élargie de la conservation

Domaine thématique 1 : Activités illégales et application des lois

No.	Intervention	Principaux partenaires
1.5	Appuyer une campagne d'action urgente pour les chimpanzés Pan troglodytes. L'importance de ces grands singes en danger et des populations uniques dans ce paysage semble entièrement sous-estimée – si elle est même reconnue –, non seulement par les communautés locales, mais aussi certaines institutions et agences œuvrant dans la région.	ICCN, MEFET, ONG
1.6	Renforcer les efforts pour traduire en justice les auteurs de crime environnemental, en particulier de braconnage et de trafic d'espèces en danger et d'autres espèces protégées. Réviser et harmoniser la législation sur les espèces sauvages au niveau régional, avec des sanctions uniformisées correspondant aux crimes commis.	ICCN, MEFET, inspecteurs environnementaux, police, douanes, ONG
1.7	Revoir les mesures actuelles d'amnistie et envisager de mettre en place un système de récupération des armes à feu, des munitions et d'autre matériel de braconnage en instituant une période d'amnistie. Pendant cette période d'amnistie, les individus peuvent se dessaisir de leurs armes et de leur matériel auprès des autorités locales sans être interrogés sur leur statut légal ni punis pour leur utilisation	Gouvernements de la RCA et de la RDC
1.8	Renforcer les capacités liées aux questions juridiques et procédurales des principaux agents en charge de l'application des lois et de la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages.	Écogardes, police, forces armées, Office congolais de contrôle (OCC), douanes, juges

Domaine thématique 2 : Communautés locales et moyens de subsistance

No.	Intervention	Principaux partenaires
2.4	Lancer des plateformes consultatives, impliquant de multiples parties prenantes, sur l'utilisation locale des ressources et le partage des bénéfices, afin de renforcer le dialogue, la communication et la collaboration entre les principales parties prenantes qui vivent à l'intérieur et dans le voisinage des aires protégées.	ICCN, MEFET, UICN, UICN SULI, ONG, Organisations professionnelles

Domaine thématique 3 : Éleveurs Mbororo et transhumance

No.	Intervention	Principaux partenaires
3.3	Identifier et délimiter des couloirs de transhumance pour contrôler les déplacements de grands troupeaux de bétail et restreindre ainsi leurs impacts à des zones plus étroites, en évitant les aires protégées. Un cadre juridique régissant les déplacements du bétail serait aussi nécessaire.	Gouvernements de la RCA et de la RDC, ONG
3.4	Appuyer la distribution de trousse de vaccination et d'autres produits vétérinaires pour traiter le bétail appartenant à des éleveurs qui ne transgressent pas les limites des aires protégées et acceptent de contribuer aux efforts de lutte contre le trafic des espèces sauvages. Tout en motivant le respect pour la conservation, le traitement du bétail pourrait réduire la menace posée par le bétail malade sur la faune sauvage. En RCA, ceci pourrait être accompli à travers la Fédération nationale des éleveurs centrafricains, FNEC).	Ministères, ONG

Domaine thématique 4 : Collaboration transfrontalière en faveur de la conservation des espèces sauvages

No.	Intervention	Principaux partenaires
4.4	Mettre en œuvre et élargir des mécanismes de collaboration transfrontalière, afin d'inclure le Sud-Soudan et l'Ouganda. Par exemple, des protocoles d'accord bilatéraux, comme ceux qui existent entre l'Ouganda et le Kenya ou l'Afrique du Sud et la Mozambique, pourraient définir des domaines spécifiques de collaboration et de capacité liés au commerce illégal d'espèces sauvages, en appui à l'entraide judiciaire pour la collecte de preuves et les poursuites judiciaires internationales.	USAID



Chimpanzee killed near Bili and her infant confiscated by a patrol © Alain Lushimba/AWF

Pour plus d'informations, contactez:

TRAFFIC
David Attenborough Building
Pembroke Street
Cambridge
CB2 3QZ
UK

Tel: +44 (0)1223 277427

Email: traffic@traffic.org

Website: www.traffic.org

*UK Numéro de charité enregistré: 1076722,
Numéro de société enregistrée: 3785518.*



The Rufford Foundation is gratefully acknowledged for its support to TRAFFIC publications.

